

Elections : les verts ont perdu des voix à gauche et (encore plus) à droite

TRANSFERT DE VOIX Ecolo en donne beaucoup au MR ; le MR en pique au PS, le PTB itou

► Pascal Delwit et l'ULB produisent une étude sur les transferts de voix en Wallonie.
► Une mine pour les états-majors des partis.

Les résultats sont connus, mais les urnes n'ont pas livré tous leurs secrets. Aux experts et politologues d'explorer, à présent, les entrailles d'un scrutin multiple, fédéral, régional, européen.

Pascal Delwit s'y est employé. Sur la base de l'enquête « sortie des urnes » réalisée le 25 mai par le Cevipol (Centre d'étude de la vie politique de l'ULB), à partir d'un échantillon de 3.700

personnes, son étude – livrée ici – donne à voir l'ampleur des transferts de voix entre partis en Wallonie, cela entre les législatives de 2010 et de 2014. Une leçon pour les états-majors. A commencer par celui des verts, qui, mercredi en interne, en « conseil de fédération », doit se pencher sur sa contre-performance, afin de tenter de redécouler.

Emily Hoyos, Olivier Deleuze et les leurs apprendront que le « taux de rétention » d'Ecolo est le plus faible parmi les partis francophones : il conserve, en 2014, 45,5 % de ses électeurs (de 2010). Loin devant, le CDH conserve, lui, 68,9 % de ses électeurs, le PS : 74,5 %, le MR : 86,4 %. Pascal Delwit : « C'est d'autant plus grave pour les

verts que leur score de 2010, 12,3 %, était certes supérieur à celui obtenu cette fois, soit 8,2 %, mais qu'il n'était pas exceptionnel ; il était mitigé. Ce qui laisse à penser que le noyau dur est atteint, le noyau des fidèles. Donc, le parti a un vrai problème d'image, de profil, de stratégie, de positionnement ».

N'en jetez plus ? Voire. Pascal Delwit toujours : « On constate qu'Ecolo perd des voix au profit d'à peu près tout le monde, sur sa gauche comme sur sa droite, ce qui complique sa tâche : quel repositionnement dans ces conditions ? Pas évident ». Les chiffres à cet égard : Ecolo cède 31.725 électeurs au MR, 36.360 au PS, 31.265 au CDH, 13.900 au PTB, ou encore 6.515 au FDF, et 2.960 au PP. Globale-

ment, Ecolo voit quelque 65.000 de ses électeurs filer au centre et à droite (MR, CDH, PP), et 50.000 à gauche (PS et PTB)... Un casse-tête pour les stratèges et communicateurs verts qui sont, ou seront, à pied d'œuvre.

Bleus, rouges et oranges feront, eux aussi, leur provision d'informations précieuses, puisant dans l'étude ULB. Quelques-unes au passage...

Le MR a trois gros « pourvoyeurs » : il hérite de 53.270 électeurs socialistes, 31.725 écologistes, 28.180 centristes-humanistes. Considérant les voix libérales-réformatrices qui, en sens inverse, se sont portées sur ces trois formations, les bleus dégagent un gain net de 81.695 suffrages, ce qui illustre leur

avancée électorale – pour rappel : de 22,3 % en 2010 à 25, % le 25 mai (toujours à la Chambre en Wallonie).

Arrivé premier en Wallonie comme à Bruxelles, mais en recul (de 37,7 % en 2010 à 32 % cette fois), le PS, on l'a vu, s'érode à droite, et cède par ailleurs 23.740 électeurs à gauche (PTB, Ecolo). Conclusion : « La déperdition à droite est relativement logique eu égard au score de 2010, qui avait mené le PS au-delà de son étiage moyen alors que le MR avait réalisé un score en deçà de sa moyenne. En somme, en 2014, on est revenus un peu à la normale à cet égard. En revanche, la nouveauté, et le problème pour le PS, c'est la déperdition à gauche au profit du PTB. A priori, le dé-

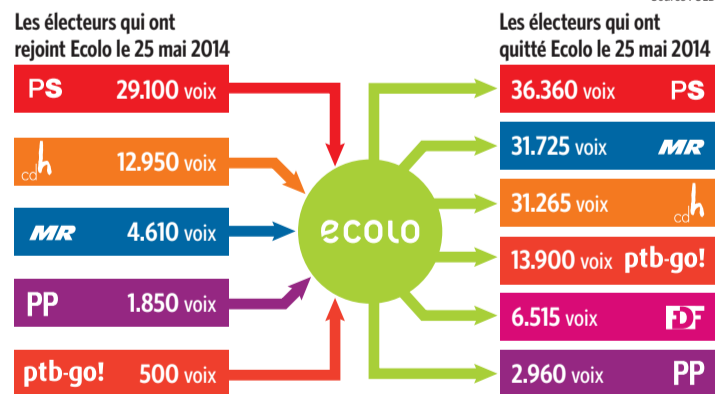
fi pour les socialistes, ce sera surtout de récupérer cet électoral qui était le sien ».

Le CDH, pour sa part, « qui réalise le plus mauvais score de son histoire, sauve la mise grâce à son solde positif avec Ecolo » : il cède 12.950 voix, obtenues en 2010, au parti vert, mais en capte 31.265, « ce qui, je l'ai dit, lui permet de limiter les dégâts ». Pour le reste, « ce parti voit son électoral fondre sérieusement, c'est la tendance lourde, inquiétante ». Lisez : moins apparent, dissimulé derrière une élection en demi-teinte qui lui permet de se poser en candidat au pouvoir, le défi pour le parti de Benoît Lutgen n'est pas moindre que celui qui attend les verts. ■

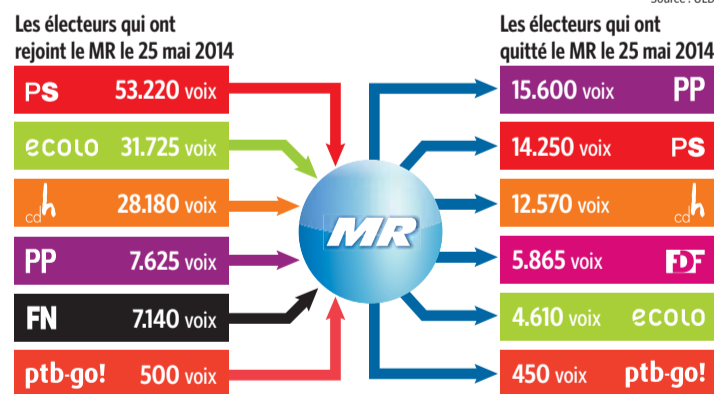
DAVID COPPI



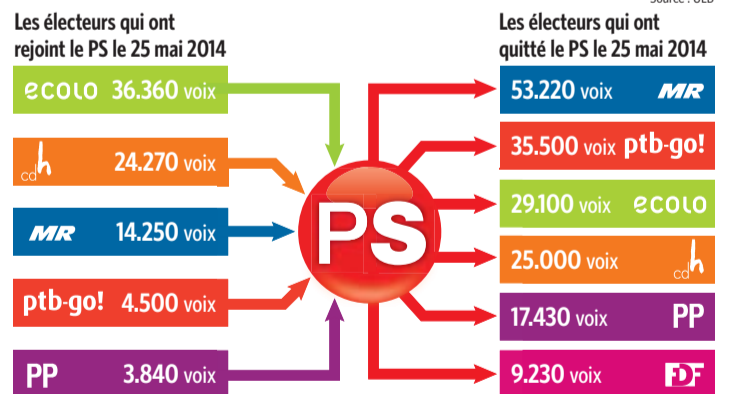
Les transferts de voix Ecolo en Wallonie à la Chambre



Les transferts de voix MR en Wallonie à la Chambre



Les transferts de voix PS en Wallonie à la Chambre



négociations De Wever devrait poursuivre sa mission, le PS tempore

Lorsque le Roi a nommé le président de la N-VA informateur, mardi dernier, il lui a fixé d'emblée un rendez-vous : dès ce 3 juin, Bart De Wever devrait lui faire un premier rapport « sur l'état d'avancement de sa mission ». C'est donc aujourd'hui, en fin de matinée, qu'il est attendu au Palais.

Que pourra dire Bart De Wever à Philippe ? Rien de définitif (sauf énorme surprise). Puisque l'informateur n'a, jusqu'ici, effectué qu'un premier tour des présidents de partis, outre des contacts informels durant le week-end. Pas le temps de (re)créer une confiance qu'il a largement sapée durant la campagne. Pas le temps de tester déjà réellement

des coalitions ou de soumettre un projet de programme gouvernemental. Juste une première prise de contact, pour connaître les limites du possible.

Le plus logique, nous confirment plusieurs sources, serait donc que le Roi demande ce mardi à Bart De Wever de poursuivre sa mission, afin qu'il puisse approfondir ses contacts et esquisser des premières propositions concrètes à des partenaires potentiels. Sauf surprise (bis), l'informateur devrait donc continuer son travail, avec, à nouveau, pour consigne de faire rapport au Roi dans une semaine. Ce qui permettrait de créer un rythme de négociations et de montrer que les choses ne traînent pas.

Pour l'heure, la discrétion est de mise. Bart De Wever se limite à des « pas de commentaire ». Et (quasi) personne ne se risque à de réels pronostics. Tout juste glisse-t-on que Bart De Wever a deux options : soit les choses avancent au fédéral et il poursuit les négociations flamandes en parallèle ; soit les choses bloquent au fédéral et il tente de former un gouvernement flamand. Les autres partis renvoient en tout cas la patate chaude à la N-VA, sur le mode : De Wever a promis une coalition de centre-droit ; à lui de prouver que c'est possible... ou pas.

Côté francophone, les négociateurs socialistes achèvent, eux, leur premier tour de consultations politiques, et tempo-

risent, pour laisser le fédéral opérer.

En vue de la formation des gouvernements wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Elio Di Rupo et Paul Magnette ont reçu lundi Emily Hoyos (Ecolo) et Olivier Maingain (FDF), après Charles Michel (MR) et Benoît Lutgen (CDH) vendredi, et avant le PTB et le PP ce mardi. On a parlé programmes, pas coalitions, explique-t-on en chœur. Emily Hoyos a précisé qu'Ecolo « reste disponible même si l'opposition est probable », Olivier Maingain soulignant « l'importance de la Fédération Wallonie-Bruxelles au départ des deux Régions ». La suite ? Des « pourparlers » et autres « rencontres » avec des partenaires so-

ciaux (patrons et syndicats) devraient avoir lieu dans les prochains jours.

Même chose pour les discussions bruxelloises : Laurette Onkelinx, à la manœuvre, annonce qu'elle s'attellera à la rédaction d'un « rapport » vendredi, après des contacts, ce mardi, avec Guy Vanhengel, ministre Open VLD, et avec les interlocuteurs sociaux mercredi et jeudi. Lundi, elle a eu des entretiens avec Benoît Lutgen, Emily Hoyos (co-présidente, Olivier Deleuze se trouvait à Namur, au siège d'Ecolo, pour une AG du personnel vouée notamment aux licenciements dans le parti), enfin Peter Mertens et David Pestieau (PTB). ■

D.Ci et Ma.D.